



Déclaration de la FSU

CDEN « préparation de rentrée »

2 avril 2026

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN de Gironde,

Un service public d'éducation national indispensable tenu à bout de bras par des indispensables, ça passe par :

- Défendre une École émancipatrice pour toutes et tous les élèves en s'attaquant aux inégalités scolaires !

La baisse démographique, en Gironde comme ailleurs, doit aussi être utilisée comme un moyen dans la lutte contre les inégalités scolaires et sociales qui minent notre système éducatif. Les chercheurs et chercheuses l'ont montré, la taille des classes influence particulièrement l'acquisition des connaissances, notamment pour les élèves défavorisé.es.

Pour rappel, la France est un des plus mauvais élèves des pays de l'OCDE sur ce sujet !

Mais ce gouvernement, comme les précédents, préfère poursuivre les restrictions budgétaires pour l'ensemble des services publics. Par contre, les budgets militaires eux augmentent contrairement à ceux de l'éducation, de la santé, de l'écologie ou de la culture et, pour la première fois, le budget de la défense passe même devant celui de l'Éducation nationale pour 2026.

De plus, l'École, comme toutes les structures prenant en charge enfants et adolescent.es, doit être un lieu d'émancipation et non un terrain d'endoctrinement. Combattre tout ce qui diffuse une vision du monde où l'armée est présentée comme solution éducative, où l'obéissance remplace l'esprit critique, où le recours à la guerre est légitimé devient une nécessité absolue. Il est urgent de comprendre ce qui se joue et d'en tirer les conséquences.

- Reconnaître et revaloriser tous les métiers pour beaucoup très féminisés !

Par exemple, en terme d'égalité homme-femme au travail, nous sommes bien loin du compte et nous n'avons pas manqué de le rappeler le 8 mars !

La liste est longue :

- inégalité salariale ;

- pénalités au moment du départ en retraite ;
- précarité qui ne cesse de progresser puisque l'Éducation Nationale reste le 1^{er} employeur de non titulaires en France : citons les AESH, métier à 98 % féminin sans statut avec des salaires mensuels inférieurs à 1000 euros ;
- punition pour être malade avec les 10 % en moins sur nos salaires quand autour de 80 % des professeur.es des écoles sont des femmes.

- Lutter contre toutes les formes de discriminations à l'École !

Mais comment faire quand le racisme décomplexé progresse sachant que l'École n'est pas en dehors de la société !

De plus, l'Éducation Nationale ne met pas en place une lutte antiraciste mais se donne bonne conscience à partir d'une rhétorique des bonnes intentions. Elle n'admet pas qu'il y ait un racisme systémique et le cantonne encore à un fait personnel.

En résumé « Massacre à la tronçonneuse » devient une série récurrente avec pour la rentrée 2026 Edouard E Geffray comme acteur principal !

Les milliers de suppressions de postes dégraderont encore plus les conditions de travail et d'apprentissages. On assiste, dans le cadre d'un budget austéritaire assumé et validé à l'assemblée nationale, à la poursuite du démantèlement de l'École publique et à la casse de notre outil de travail tenu à bout de bras par NOUS, les INDISPENSABLES.

Plusieurs milliards d'euros seront aussi amputés aux budgets des collectivités territoriales avec un impact sur les services publics, les agent.es et les usager.es.

Les attermoissements sur le nombre de postes supprimés montrent à la fois la fébrilité du pouvoir actuel et son incapacité à gérer un service public de première importance. Ils laissent également à penser qu'on peut se satisfaire de cataplasmes pour faire passer un budget, alors que la logique de faire payer les services publics et ses personnels reste le fil conducteur du macronisme depuis deux quinquennats.

À ce scénario catastrophe, nous avons répondu par des mobilisations, locales comme nationales et unitaires associant aussi les parents d'élèves et les élu.es.

A un moment où l'extrême-droite est à un pas du pouvoir, il est impératif de mobiliser notre camp social pour construire des alternatives économiques, sociales et environnementales à même de s'opposer au libéralisme autoritaire et à la montée des fascistes tout en redonnant un espoir politique dans une démocratie aujourd'hui mise à mal.

Pour conclure, 4018 suppressions d'emplois de professeur.es sont annoncées dans le 1^{er} et le 2nd degrés, à la prochaine rentrée, dont 3 256 dans le public.

Ce gouvernement continue donc la casse de l'École publique !

En Gironde, cela se traduit :

- dans le 1^{er} degré par 42 postes de professeur.es des écoles supprimés sans oublier les 29 postes détournés pour ouvrir les PAS. Ceci se solde par 148 fermetures de classes.
- dans le 2nd degré par 28 postes d'enseignement supprimés. Pourtant, en collège, pour 505 élèves de moins au lieu d'avoir une baisse de DGH de 468 heures à la rentrée 2026, nous constatons un retrait DSDEN de 1095 heures. Pourtant, moins 505 élèves avec des classes à 30 élèves, c'est moins 18 classes selon les mathématiques. Si la dotation réglementaire par classe est de 26 heures, mathématiquement toujours 18 fois 26 donne bien 468 heures et non 1095 heures !